

DELIBERATION DU COMITÉ SYNDICAL

N°38/2024

OBJET :
Approbation du
compte de gestion
2024 du Trésorier
Principal – budget des
eaux usées (62000)

Date de convocation :
12/11/2024

Nombre de délégués

En exercice : 13
Présents : 12
Procuration : 1
Votants : 13

L'an deux mil vingt-quatre,

Le 18 novembre à 20 heures 00,

Le Comité syndical, légalement convoqué, conformément à l'article L5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales s'est réuni au siège du Syndicat à Auvers-sur-Oise en séance publique sous la présidence de M. Pierre-Edouard EON.

Étaient présents : Dominique BERNARD, Jean-Pierre COURTOIS, Alexandre DOHY, Pierre-Edouard EON, Jérôme FRANCOIS, Sébastien HUART, Bruno MACE, Nadège MAGNE, Hubert MARCHAIS, Isabelle MEZIERES, Éric MONTAGNIER Jean-Pierre OBERTI délégués titulaires, des communes membres, formant la majorité des membres en exercice.

Gilbert POLARD, et Gladys LEBEAU à titre consultatif.

Absents excusés : Abel LEMBA DIYANGI qui donne pouvoir à Isabelle MEZIERES.

Secrétaire de séance : Éric MONTAGNIER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la nomenclature comptable M49,

Vu la délibération 28/2023 modifiant l'architecture budgétaire (budget principal – budget annexe) au 1^{er} janvier 2024,

Considérant que la modification de l'architecture budgétaire a entraîné la dissolution des budgets gérés selon l'ancienne architecture budgétaire et leur reprise selon la nouvelle architecture,

Considérant que cette dissolution a entraîné la remise à zéro des écritures comptables affectant les budgets gérés selon l'ancienne architecture budgétaire,

Considérant que les écritures ont bien été mises à zéro,

Le Comité syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Constata la mise à zéro des écritures du budget des eaux usées (62000).

Fait et délibéré en séance les mois, jour et an susdits.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télécours citoyens » (information et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Copie conforme à l'original.

Le Secrétaire de Séance,
Éric MONTAGNIER

Le Président,
Pierre-Edouard EON

Certifie exécutoire
Compte tenu de la transmission
En sous- préfecture le : 26/11/2024
De sa publication le : 26/11/2024
Sur le site du SIAVOS



Accusé de réception en préfecture
095200078988-20241118-38-2024-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024